



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

D'une formation centrée sur un savoir disciplinaire à une formation centrée sur les problèmes économiques des agriculteurs

Éric Marshall

Citer ce document / Cite this document :

Marshall Éric. D'une formation centrée sur un savoir disciplinaire à une formation centrée sur les problèmes économiques des agriculteurs. In: Économie rurale. N°136, 1980. pp. 17-27;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1980.2695>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_136_1_2695

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

La formation économique des agriculteurs est actuellement dominée par la transmission d'un savoir disciplinaire, la comptabilité-gestion, ce qui s'explique pour des raisons historiques, fiscales, constitutionnelles, etc. La nécessaire recherche d'un élargissement du champ de cette formation ne doit pas cependant masquer l'insuffisance des réflexions sur la gestion elle-même : la gestion est envisagée traditionnellement dans l'optique des conseillers de gestion, comme l'ensemble des méthodes conduisant à l'élaboration d'un diagnostic économique-financier de l'exploitation ; or, pour l'agriculteur, la gestion est d'abord un acte : celui de décider en fonction d'objectifs et de contraintes. La formation à la gestion doit donc être aussi envisagée comme une formation à la décision.

Cette remarque, jointe aux recherches scientifiques (sur le comportement économique des agriculteurs et sur l'analyse de l'exploitation en terme de système), aux recherches pédagogiques et aux perspectives d'évolution future de l'agriculture... conduit à repenser cette formation à la fois dans ses objectifs et ses méthodes,

- si l'on veut accroître la « capacité stratégique » de l'agriculteur, il s'agit de centrer la formation économique sur le raisonnement économique et la prise de décision, en reliant étroitement l'exploitation, la famille et les rapports avec l'environnement socio- économique ;
- sur un plan pédagogique, on ne peut se contenter de transmettre un savoir, il faut faire acquérir des capacités en prenant appui sur les problèmes économiques des agriculteurs, sur une meilleure connaissance de leur comportement économique, et sur leur expérience de l'action ;
- sur un plan institutionnel, il faut réorienter la formation des formateurs et relier plus étroitement la formation initiale et la formation permanente.

Abstract

Economic training of farmers is currently dominated by the transmission of an academic knowledge : accounting and management ; this situation is due to historical, fiscal and institutional reasons. The necessary search for an enlargement of the field of this training must not hide the insufficiency of thinking about management itself. Farm management is traditionally considered, according to the views of management advisers, as the set of methods leading to an economical and financial diagnosis of the farm. For the farmer however, management is firstly an action : decision making about objectives under constraints. Management training must therefore be also considered as a training to decision making. This remark, joined with scientific research on economic behaviour of farmers and on analysis of the farm in terms of systems, with pedagogic research and with future prospects of agriculture etc., leads to renewal of the thinking about both objectives and methods of this training.

- If we want to increase the «strategic capability» of the farmer we have to emphasize economic analysis and decision making, tightly relating the farm, the family and the socio-economic environment.
- On a pedagogic viewpoint, we cannot be satisfied with transmitting a knowledge. Farmers have to acquire capabilities based on their own economic problems, on a better knowledge of their own economic behaviour and on their own experience of action.
- At the institutional level, the training of trainers has to be reoriented and initial education and adult training should be more closely related.

La formation économique : définition et obstacles

Tout le monde s'accorde aujourd'hui pour considérer la formation économique des agriculteurs comme une composante fondamentale de leur formation. Pourtant, les débats dont elle fait l'objet témoignent de la difficulté qu'il y a à dégager un consensus général sur sa **définition** et des obstacles auxquels elle se trouve elle-même confrontée.

Les difficultés d'une définition

Elles s'expliquent pour plusieurs raisons :

- La formation économique des agriculteurs est un domaine récent comme champ d'intérêt spécifique, qui se construit progressivement quant à son contenu et ses méthodes, et sur lequel les recherches sont encore insuffisantes, même si elles existent. On peut faire en effet, l'hypothèse qu'un domaine pose d'autant plus de questions que les recherches dont il fait (ou a fait) l'objet, sont peu nombreuses.
- Tout le monde ne s'accorde pas sur les contenus et les méthodes de la formation économique des agriculteurs. Quel sens donner au mot formation ? S'agit-il de transmettre des concepts économiques, de familiariser les agriculteurs avec un langage économique nouveau ou les aider à résoudre leurs problèmes économiques ? L'hétérogénéité sociale et économique de la population des agriculteurs à laquelle s'adresse cette formation permet-elle d'affirmer que « l'économique » a le même sens pour tous les agriculteurs ? Par exemple, les problèmes de gestion ne seront pas abordés de la même façon selon que l'économie de l'exploitation relève de l'économie de l'entreprise ou de l'économie paysanne ou familiale.
- Le champ de la formation économique est lui-même mal défini. A quel homme-agriculteur s'adresse-t-on ? à l'agriculteur producteur, chef de famille, consommateur, administrateur, citoyen ? Peut-on parler de formation économique quand on constate que celle-ci se réduit le plus souvent à une formation comptable ?

Les obstacles auxquels cette formation est confrontée

Les difficultés d'une définition ne sont pas indépendantes d'un certain nombre d'obstacles. La formation économique subit l'influence des autres composantes de la formation des agriculteurs et notamment de la formation technique. Celle-ci a historiquement précédé la formation économique. Encore maintenant une plus grande maîtrise technique par la formation technique, est souvent perçue par l'agriculteur comme le plus court chemin pour augmenter son revenu, contrairement au

détour de la formation économique dont les retombées à court terme sont moins tangibles et dont on ne sait pas bien évaluer les effets. Les caractères plus abstraits de cette formation ne vont pas dans le sens d'un renversement de la tendance.

Enfin, si la formation technique apparaît neutre, la formation économique semble faire l'objet d'un enjeu comme en témoignent certaines résistances à développer l'économie générale dans la formation des agriculteurs : ne risque-t-on pas de former des agriculteurs plus critiques soit de la société dans laquelle ils vivent, soit de leurs propres organisations ? Cet enjeu vient aussi du fait que la formation économique des agriculteurs n'est pas indépendante de l'évolution de l'agriculture, des objectifs de la politique agricole, des objectifs des organisations professionnelles agricoles.

La relation formateur/formés

Les déterminismes que subit ainsi la formation économique des agriculteurs permettent également d'éclairer des problèmes qui se posent à un niveau plus élémentaire : celui de la situation de formation, c'est-à-dire de la relation entre le formateur et le groupe d'agriculteurs ou d'agricultrices. C'est à ce niveau que nous avons choisi de poser l'un des problèmes de la formation économique des agriculteurs : de nombreux formateurs se rendent compte à l'expérience que cette formation ne se réduit pas à la transmission d'un savoir économique acquis par le formateur, mais qu'elle a aussi pour objectif d'aider les agriculteurs à raisonner ou analyser leurs problèmes économiques pour mieux agir.

Comment alors passer d'une formation centrée sur des contenus disciplinaires à une formation centrée sur une capacité de l'agriculteur à analyser ses propres problèmes économiques, en tenant compte de ce qu'il vit, de ce qu'il perçoit, de son expérience de l'action, etc. ?

Comment passer du terrain du formateur qui sait, au terrain de l'agriculteur qui agit, qui décide ?

I – LA SITUATION ACTUELLE :

La formation économique des agriculteurs est dominée par la transmission d'un savoir disciplinaire (la comptabilité-gestion)

1. Pourquoi cette situation ? Essai d'analyse historique

a) *Les années « 1960 » : l'élaboration des méthodes de gestion sur le modèle industriel*

Dans le courant des années 60, un certain nombre d'ouvrages aux titres significatifs (1) proposent une analyse globale de l'évolution de l'agriculture : c'est la thèse de l'industrialisation de l'agriculture. Inéluctablement, les exploitations agricoles familia-

les deviendront des entreprises capitalistes comme les autres, se définissant par une grande dimension propre à leur permettre de bénéficier d'économies d'échelle, par la livraison sur le marché d'une quantité importante et régulière de produits de qualité, par le plein-emploi d'une main d'œuvre salariée et spécialisée (division du travail) et enfin par la naissance d'un nouveau profil d'agriculteur entrepreneur dont l'objectif est la recherche du profit. Dès lors, il faut appliquer aux exploitations

agricoles (devenant progressivement des entreprises agricoles), des méthodes et des types d'organisation qui se sont peu à peu imposés au sein du secteur industriel. L'école de Grignon est déjà en particulier une école motrice dans l'élaboration d'une nouvelle gestion des exploitations agricoles, inspirée par une idée directrice qui figure dans la préface de la deuxième édition d'un ouvrage de base (2), à savoir « l'industrialisation de l'agriculture, c'est-à-dire la tendance à l'application dans l'agriculture des méthodes de production de l'industrie. Si cette conception n'est pas encore adoptée par quelques techniciens un peu trop conservateurs, elle s'imposera aux conseillers de gestion comme un moyen de faire évoluer plus rapidement les agriculteurs ». L'école de Grignon est à la fois une école de pensée et une école où s'élaborent de **nouvelles méthodes** qui doivent se généraliser notamment par le biais des **centres de gestion**. Ces méthodes étant universelles, c'est-à-dire applicables de la même façon à toutes les exploitations, ne se sont pas accompagnées d'une réflexion sur leur adaptation aux besoins et aux objectifs des agriculteurs. Cette généralisation des méthodes va se trouver renforcée par la généralisation de la TVA en agriculture (1968), signe d'une insertion de l'agriculture dans les échanges ; elle s'accompagne de la recherche d'une harmonisation comptable entre secteur agricole et secteur industriel sous la conduite de l'IGER.

La fiscalité, l'analyse de l'agriculture considérée comme un secteur auquel doivent s'appliquer les mêmes méthodes que dans l'industrie, et l'objectif principal de la politique agricole qui est d'accroître la productivité du travail des agriculteurs vont orienter la formation économique vers la gestion et surtout vers l'apprentissage de la comptabilité. On ne peut pas encore cependant parler de formation économique : il s'agit surtout de diffuser des techniques de gestion comme on diffuse le progrès technique. Quant à la formation à l'économie générale, elle concernera surtout des responsables agricoles par le moyen de la promotion collective (rôle de l'IFOCAP en particulier).

Les programmes de formation économique dans les lycées et collèges portent largement l'empreinte de ce courant : l'agriculteur est un chef d'entreprise et on insiste particulièrement sur la gestion « rationnelle » de son entreprise pour un profit maximum. Le ménage agricole doit nettement être séparé de l'entreprise. On retrouve la théorie néo-classique de l'entreprise, combinaison des facteurs de production pour un profit maximum.

Il faut cependant nuancer l'analyse des années « 1960 » sur un point :

– L'analyse de groupe, une des premières méthodes de gestion, a été très pratiquée par les agriculteurs au sein des CETA de l'époque. Cette méthode qui avait certes des inconvénients, avait

cependant l'avantage de susciter des discussions entre les agriculteurs sur le pourquoi de tel ou tel résultat ou indicateur et de servir de révélateur d'un certain nombre de problèmes technico-économiques des exploitations. Ces analyses technico-économiques des exploitations agricoles ont probablement été dans les CETA l'amorce d'un véritable processus de formation économique des agriculteurs. D'une manière plus générale, on peut dire que l'école de Grignon a introduit le raisonnement économique dans l'acte agricole. Ceci aurait pu conduire à un développement de la formation à la gestion mettant l'accent sur cet aspect. Mais le développement de la **fiscalité** va bloquer cette orientation : la formation économique sera dominée par la comptabilité au détriment de l'apprentissage au raisonnement économique.

b) *Les années « 1970 » : naissance d'une politique de formation professionnelle en agriculture.*

Deux événements majeurs vont avoir une influence déterminante sur la formation des agriculteurs et notamment sur leur formation économique :

– La loi du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle aura pour conséquence la création du FAFEA le 16 mai 1973 dont le rôle est de financer des organismes de formation pour l'élaboration et la réalisation d'actions de formation de courte durée (20 à 120 heures). Le caractère essentiel de ces formations est de ne plus s'adresser seulement à des responsables mais à tout agriculteur désireux de se former.

– La directive socio-structurelle n° 72/159 de la communauté qui met en place les plans de développement et le décret de 1976 sur la dotation d'installation (DJA) expriment une préoccupation nouvelle en matière de politique agricole : l'octroi d'aides aux agriculteurs et notamment de prêts bonifiés est désormais lié à la possession d'une **capacité professionnelle** : il s'agit en quelque sorte d'une contractualisation des aides aux agriculteurs. La « capacité professionnelle » peut s'acquérir par un stage de 200 h où il est précisé que 50 % du temps doit être consacré à la formation économique. L'effet fondamental des 200 h sera d'amener à la formation tout un public d'agriculteurs qu'on ne touchait pas auparavant. L'octroi de ces aides est cependant assorti d'une obligation : tenir une comptabilité de gestion pendant cinq ans. Ceci explique que l'essentiel de la formation économique continue de se réduire à une formation comptable. Nous avons là l'illustration d'un véritable détournement de finalité : **les obligations auxquelles sont confrontés les agriculteurs deviennent les finalités de la formation**. Il n'y a pas de programme imposé de formation économique dans les 200 h mais tout le monde fait la même chose (comptabilité) à cause de cette obligation.

– A ceci s'ajoute que les agriculteurs qui se sont ou vont s'engager dans la voie de la modernisation

(DJA, plans de développement) vont aussi s'endetter : désormais, le crédit agricole devient un des partenaires de l'agriculteur avec qui il faut savoir négocier ; d'où le renforcement d'une demande de formation à la comptabilité pour maîtriser un langage utilisé par les nouveaux partenaires de l'agriculteur.

2. Analyse de la situation formateur/formés : l'ambiguïté du mot « gestion »

Si la formation économique des agriculteurs s'est orientée de façon dominante vers une formation à la gestion (celle-ci se réduisant souvent à une formation comptable) on peut souligner également qu'elle s'est développée à partir d'une définition unique de la gestion : celle du conseiller de gestion et du formateur et non celle de l'agriculteur.

Pour le conseiller de gestion et le formateur, la gestion est l'ensemble des outils et des méthodes permettant d'élaborer un diagnostic. La gestion s'identifie alors avec la démarche de l'agriculteur qui accepte de soumettre son exploitation à un diagnostic. Ainsi, l'agriculteur « fait de la gestion » ou « est en gestion » quand il adhère à un centre de gestion. La gestion (au sens du conseiller) commence donc quand on a élaboré les documents de gestion, point de départ d'un diagnostic. Ceci explique la très forte liaison qui a toujours été établie entre la comptabilité et la gestion, la comptabilité étant la technique préalable qui va permettre la construction des documents. Gérer devient alors : l'analyse d'un revenu, d'une marge, d'un bilan... La formation à la gestion (qui est souvent faite par un conseiller de gestion) est, dans la logique de cette conception, l'apprentissage à un ensemble d'outils et de méthodes, à un langage économique : on va expliquer à l'agriculteur comment on opère un diagnostic en lui apprenant à construire un CEG, un bilan, une marge, puis à les analyser.

Il ne s'agit pas de remettre en cause l'utilité d'un diagnostic pour l'agriculteur. Cependant la gestion, **pour l'agriculteur**, n'est pas d'abord un diagnostic

ou une discipline d'enseignement, mais un acte : celui de décider en vue d'un résultat, et en fonction d'objectifs et de contraintes. Vu sous cet angle, tout agriculteur gère (même s'il n'est pas « en gestion ») au sens où tout agriculteur prend des décisions. Et il s'agit ici aussi bien des décisions qui concernent l'orientation générale, que celles qui concernent la vie au jour le jour de l'exploitation, ces dernières n'étant pas moins importantes sur le plan de leurs conséquences économiques (3). Dès lors la formation à la gestion devrait être d'abord conçue comme une **formation à la décision**, c'est-à-dire une formation à un « mieux agir ». Or, elle se déroule actuellement comme si on avait fait l'hypothèse que la simple transmission d'un savoir, d'une méthode de diagnostic, d'un vocabulaire allait permettre à l'agriculteur de mieux décider. Si gérer, c'est prendre des décisions, on comprend aussi que la formation à la gestion puisse s'affranchir d'un préalable comptable, formel et conventionnel, qui enferme la gestion dans une définition trop étroite et l'isole des aspects techniques (et notamment de la prise en compte de certains flux physiques), des problèmes de travail, de trésorerie, et de l'environnement socio-économique de l'exploitation, autant de repères ou de domaines dont l'agriculteur tient compte (explicitement ou implicitement) dans ses décisions. Sans remettre en cause l'utilité de la comptabilité, il est donc important de montrer qu'en identifiant la gestion seulement à des méthodes, on ne retient que certains éléments de la prise de décision en éliminant d'autres éléments qui jouent un rôle important pour l'agriculteur.

En conclusion, il est nécessaire de reconnaître que le formateur et l'agriculteur ne sont pas sur le même plan vis-à-vis de l'action et que toute progression dans la formation implique qu'elle se porte sur le terrain de l'agriculteur au lieu de rester sur le terrain du savoir du formateur. Des forces nouvelles apparaissent qui incitent à cette évolution et vont la rendre possible.

II – LES FORCES NOUVELLES

qui contribuent à poser en des termes différents la formation économique des agriculteurs

Bien que les tendances précédentes restent toujours présentes, des changements importants interviennent progressivement dans la façon dont les formateurs, les responsables agricoles, etc., posent le problème de la formation économique : il ne s'agit pas seulement de transmettre des connaissances mais d'aider les agriculteurs à raisonner ou analyser leurs problèmes économiques.

1. L'évolution de l'agriculture

Le maintien de l'exploitation familiale interroge les méthodes de gestion, considérées comme universelles quant à leur adaptation aux besoins et aux objectifs des agriculteurs. Ainsi en est-il par exemple de certaines méthodes de gestion qui tendent à faire apparaître le profit (après introduction de

charges dites « supplétives » ou « calculées »). L'agriculteur est à la fois un apporteur de travail et de capital : il lui importe donc peu de savoir quelle est la part de son revenu qui provient de son travail et de son capital : il s'intéresse au niveau de son revenu et non à un niveau de profit.

Il tend à réhabiliter le complexe famille-exploitation que la gestion sur le modèle industriel avait fait éclater. Non seulement la famille détermine le niveau des besoins de consommation, mais ces besoins entrent en concurrence avec les exigences de l'exploitation ; l'existence d'un arbitrage permanent entre famille et exploitation sur les plans du revenu et du travail est au cœur des problèmes de gestion. Par ailleurs, l'existence du couple famille-exploitation rend nécessaire la prise en compte d'un pluralisme d'objectifs (rentabilité, conditions de travail, qualité de vie, ...) qu'un modèle unique de développement avait eu tendance à gommer.

La crise énergétique et la pression à la baisse sur les prix agricoles. On ne gère pas l'exploitation agricole de la même façon selon que les facteurs de production achetés sont bon marché ou deviennent rares et chers. Le coût croissant de l'énergie (carburant, alimentation animale) introduit un changement dans la nature des facteurs limitants, incite plus qu'avant au raisonnement économique par la nécessité d'une grande rigueur dans l'affectation des facteurs de production, implique une plus grande innovation dans la recherche de systèmes de production économes en énergie. L'augmentation du coût des consommations intermédiaires risque d'avoir d'autant plus de retombées sur la vie de l'exploitation et par contre-coup sur la formation, qu'elle intervient dans un contexte de baisse relative du niveau des prix agricoles (surveillance accrue du prix des produits alimentaires, réticence de plus en plus grande de certains pays membres de la C.E.E. à participer au coût croissant des excédents agricoles, nécessité de prix agricoles bas pour exporter, ...).

2. Une meilleure connaissance du comportement économique des agriculteurs, du fonctionnement des exploitations agricoles et la reconnaissance de la diversité des agriculteurs.

Les recherches menées par Michel Petit et Jacques Brossier sur les décisions des agriculteurs ont permis de mieux comprendre comment l'agriculteur prend ses décisions sur son exploitation (4), en mettant l'accent en particulier sur l'importance des **projets** des agriculteurs et la perception de leur situation, dans leurs **décisions**. Ces recherches n'avaient pas pour objectifs premiers la formation des agriculteurs mais reposaient sur une préoccupation scientifique d'analyse économique. Cependant, elles ont eu des conséquences très importantes en matière de formation. Jacques

Brossier a montré notamment que dans l'acte d'analyse économique du chercheur (qui ne peut se faire que in vivo quand il s'agit de comprendre des comportements), il y a en même temps un acte de formation de l'agriculteur et que cet acte est en même temps la condition de participation des agriculteurs. La collaboration entre ces chercheurs et la recherche pédagogique (INRAP) aboutira à la traduction en objectifs pédagogiques, pour la formation initiale (5) et permanente (6), des principaux résultats de ces recherches. Elle fournit également aux formateurs **un cadre d'analyse cohérent** leur permettant de déplacer le terrain de la formation vers l'agriculteur. « Permettre aux agriculteurs de prendre de meilleures décisions » devient un des objectifs majeurs de la formation en même temps que se met en place ce qu'on pourrait appeler une pédagogie de la décision (voir 3^e partie).

Parallèlement, naît une nouvelle conception de l'exploitation agricole : celle-ci n'est pas la juxtaposition pure et simple d'ateliers de production mais **un système organisé** aux multiples interactions (7) : dès lors si l'on veut accroître la capacité de raisonnement économique de l'agriculteur la prise en compte des interactions est nécessaire dans la formation. L'approche sectorielle de l'exploitation agricole est insuffisante, voire dangereuse et doit s'accompagner en même temps d'une **approche globale** en terme de projets/situation (8) : l'approche globale permet à l'agriculteur de garder une vision unitaire de son exploitation à un moment où par exemple, plusieurs types de conseil de gestion coexistent : centre de gestion (gestion globale), coopérative (gestion technico-économique par atelier), crédit (gestion financière). Elle permet également de resituer toute innovation technique ou toute décision dans l'ensemble de la vie de l'exploitation, dans l'ensemble du réseau des contraintes.

Enfin, de nombreuses études récentes (9) ont confirmé si besoin était, l'extrême diversité des situations économiques et sociales des agriculteurs. Vouloir toucher les agriculteurs par des actions de formation identiques et homogènes (comptabilité par exemple) conduit à ne toucher qu'un faible nombre d'agriculteurs. Au contraire, la diversification des actions de formation économique est la condition de leurs efficacités, diversification à la fois dans l'espace (selon les régions, selon les systèmes de production...) et dans le temps (selon les moments de la vie de l'exploitation).

3. Le passage d'une pédagogie centrée sur des contenus à une pédagogie centrée sur les problèmes des agriculteurs.

La pédagogie de la formation économique a d'abord été conçue comme la transmission d'un savoir économique. Cette conception est aussi cel-

le qui sous-tend de nombreuses actions de développement : « la recherche trouve, le développement diffuse et l'agriculteur n'a plus qu'à appliquer ». Ainsi en est-il de la formation à la comptabilité : celle-ci a souvent été un succès (notamment auprès des femmes) parce qu'elle a répondu à un besoin exprimé par les agriculteurs, besoin né le plus souvent des contraintes fiscales et bancaires et des obligations en matière de formation. Mais elle s'est aussi heurtée à des difficultés : « une formation qui met les agriculteurs (et les agricultrices) en position de recevoir une information et un savoir codé (les règles comptables) sélectionne dans les groupes, les participants les plus capables de faire un exercice intellectuel de codage-décodage, et élimine ceux qui ne le font pas volontiers. La compréhension des situations repose alors sur des bases fragiles et seulement intellectuelles » (10). En outre, de nombreux formateurs ont constaté l'écart entre ce que vit l'exploitant et le contenu des formations économiques qui lui sont offertes. Ces difficultés jointes au développement des nouvelles pédagogies dans l'enseignement technique (dites pédagogie par objectifs, définie en terme « d'être capable de... ») ont conduit certains formateurs à centrer leur pédagogies non plus seulement sur des contenus mais aussi sur les problèmes des agriculteurs. Cette pédagogie est différente : il ne s'agit plus seulement de transmettre des connaissances, mais de faire acquérir des capacités, c'est-à-dire de permettre aux agriculteurs de mettre des connaissances au service de l'action, au service de la résolution de leur problème. La distinction entre celui qui sait (le formateur) et ceux qui ne savent pas (les agriculteurs) devient alors beaucoup moins tranchée. En effet, face à un problème auquel il faut chercher des solutions, deux types de savoirs se trouvent en présence : le savoir du formateur (des outils, une méthode, une démarche...) et le savoir des agriculteurs (leur pratique, leur

expérience de l'action...) tous deux indispensables. L'efficacité de la formation dépendra non seulement de la façon dont les agriculteurs auront pu s'approprier les savoirs externes (celui du formateur et celui des intervenants), mais aussi de la façon dont sera pris en compte et valorisé le savoir des agriculteurs (le groupe en formation). « La formation qui tolère la diversité des moyens d'expression et fait appel à la capacité individuelle ou collective de produire un savoir, calcul ou raisonnement, engendre une attitude active de recherche de solutions, confiance en soi... Cette attitude permet d'éviter les plus gros blocages et installe le raisonnement économique dans la réalité de l'exploitation » (11).

Mais du même coup se trouve posé le problème de l'animation du groupe. Il revient au formateur la tâche d'imaginer des situations pédagogiques appropriées (étude de cas, visites d'exploitation, jeux, etc.) qui permettront aux agriculteurs de poser leurs problèmes et d'être en situation d'en imaginer les solutions. La diversité des agriculteurs qui viennent en formation, considérée souvent comme un obstacle, peut devenir dans cette perspective la source de la richesse du groupe dans la recherche des solutions. Se trouve également posé le problème de la formation pédagogique des formateurs qui doivent savoir gérer un groupe et assumer l'insécurité d'une démarche qui n'est pas entièrement programmée à l'avance. Les formateurs ne se lanceront pas dans une nouvelle forme d'animation s'ils n'ont pas un minimum de maîtrise des situations. La formation économique des agriculteurs dépend aussi de la formation des formateurs, non pas seulement sur le plan des connaissances économiques mais sur le plan de l'animation pédagogique. Ceci est une loi très générale en pédagogie : **aucune rénovation pédagogique n'est possible sans la formation des formateurs.**

III – ELEMENTS POUR UNE NOUVELLE STRATEGIE DE FORMATION ECONOMIQUE (formation permanente et initiale)

1. Formation permanente : vers une formation économique centrée sur les décisions des agriculteurs

a) Formulation des objectifs

Il nous semble qu'on peut se mettre assez facilement d'accord sur l'objectif d'une formation économique des agriculteurs : « accroître la connaissance et la maîtrise de leur situation et de leurs relations avec leur environnement dans les divers domaines de l'action, bref accroître la capacité stratégique et l'autonomie de réponse de l'agriculteur pour lui permettre de prendre de meilleures

décisions » (12). Cet objectif nous semble en cohérence d'une part avec l'évolution de l'environnement socio-économique de l'exploitation, en perpétuelle mutation, et avec la nécessité de tenir compte de la diversité des situations économiques et sociales des agriculteurs. Plus que jamais, il s'agit de développer la capacité de l'agriculteur à inventer lui-même ses propres voies de développement compte tenu de ses contraintes propres et de ses projets familiaux.

Ceci étant, cette formation centrée sur les décisions des agriculteurs ne peut prétendre à elle

seule embrasser toute la formation économique de l'agriculteur, mais elle nous paraît être une voie essentielle qui permet de faire le lien entre les aspects techniques et les aspects économiques de l'exploitation, entre le système exploitation/famille et l'environnement socio-économique. La prise de décision en particulier exige de ne plus séparer les aspects internes de l'exploitation et les variables socio-économiques externes.

Cet objectif très général nous invite à définir une série de sous-objectifs plus opérationnels, c'est-à-dire permettant plus directement la mise en œuvre de cette formation ; trois sous-objectifs peuvent être définis (13) :

– permettre aux agriculteurs de **mieux maîtriser leur relation avec l'environnement** socio-économique en identifiant les variables socio-économiques externes qui ont une influence sur leur décision, pour mieux agir à la fois au sein de l'exploitation et dans cet environnement (de façon individuelle ou collective) ;

– permettre aux agriculteurs de **mieux raisonner leur décision**, en analysant leurs contraintes, en clarifiant leur projet et en identifiant toute les conséquences des décisions (importance des interactions) ;

– permettre aux agriculteurs de **mieux contrôler leur décision**.

Par rapport à ces trois objectifs (reliés entre eux), les insuffisances se situent d'abord au niveau de l'objectif 1 : l'apprentissage à la « lecture » de l'environnement socio-économique de l'exploitation est presque inexistant dans la formation. Il faudrait s'interroger sur cette constatation. Pourtant, l'agriculteur décide en fonction de la perception qu'il a notamment de son environnement. On peut faire l'hypothèse que toute clarification des déterminismes externes issus de cet environnement est de nature à lui faire prendre de meilleures décisions. Le deuxième objectif tend à faire évoluer la gestion vers un apprentissage au raisonnement économique des décisions. Quant au troisième, il recouvre apparemment l'apprentissage à la comptabilité et à l'analyse des principaux indicateurs économiques ; il est en fait plus vaste que cela. Ce sont les processus de contrôle de l'action sur lesquels peu de recherches ont été entreprises. Il n'existe pas en effet de réponse universelle à la question : de quelles informations l'agriculteur a-t-il besoin pour prendre et contrôler ses décisions ?

b) *Hypothèse pédagogique centrale pour la mise en place d'une pédagogie de la décision*

Nous faisons l'hypothèse que la réflexion de l'agriculteur sur sa propre situation et la clarification de ses projets lui permettront de prendre de meilleures décisions, c'est-à-dire à la fois de mieux les raisonner et de mieux les mettre en œuvre. Ceci permet de clarifier les rapports entre formation et

action : la formation telle qu'elle est envisagée n'est pas un lieu d'action mais un lieu de réflexion sur l'action, un détour qui permet à l'agriculteur de prendre de la distance par rapport à sa propre situation pour mieux l'analyser. Analysant mieux sa situation, on fait l'hypothèse qu'il agira mieux, dans un sens plus conforme à ses projets. La formation a donc un double caractère : elle vise une meilleure action de l'agriculteur, mais pour atteindre cet objectif, elle propose à l'agriculteur un détour par rapport à l'action. S'il n'y a pas de distance entre formation et action, la formation risque de n'être qu'un lieu de consignes et de règles à appliquer sans pour autant rendre l'agriculteur « plus capable de... ». Ceci n'est pas en contradiction avec le fait que la formation doit partir des préoccupations des agriculteurs et de leurs problèmes. Ces préoccupations et ces problèmes constituent en fait le point de départ du détour proposé, ce détour étant constitué par la réflexion du groupe qui cherche une solution à ces problèmes : **la finalité de la formation n'est pas d'abord la solution qui est trouvée mais le détour qui a permis de l'obtenir.**

c) *Approfondissement et propositions de mise en œuvre pédagogique des trois objectifs suivants*

Objectif n° 1 : permettre aux agriculteurs de mieux maîtriser leur relation avec l'environnement.

Les recherches pédagogiques des dix dernières années ont montré la nécessité de tenir compte de ce que l'on appelle les représentations économiques dans la mise en œuvre d'une « pédagogie de l'environnement ». On entend par représentations économiques la façon dont les individus perçoivent ou se représentent l'environnement socio-économique. Il s'agit de leur grille d'interprétation personnelle des phénomènes dont ils sont les témoins et de ce que leur pratique sociale leur a appris. Ces représentations sont faites à la fois d'informations objectives et d'idées reçues. On peut faire l'hypothèse que les agriculteurs en formation n'ont pas les mêmes représentations de leur environnement selon notamment les systèmes de productions qui les insèrent différemment dans celui-ci. Toute pédagogie doit donc révéler ces représentations et fournir les éléments qui permettent aux agriculteurs de les relativiser et de les complexifier par une reconstruction personnelle. On rejoint ici la nécessité de la prise en compte de la diversité des agriculteurs.

Deux voies de réalisation concrète peuvent être suivies :

. *une analyse par filière agro-alimentaire :* elle consiste à étudier la chaîne des différents agents qui interviennent le long de la filière d'un produit agricole et à suivre le produit du stade de sa production jusqu'au stade de sa consommation. On étudie ainsi la filière lait, la

filrière bovine ou ovine. Cette analyse par filière permet de développer chez les agriculteurs « le sens de l'aval », le sens de la négociation (comprendre par exemple les termes d'un contrat), d'analyser les rapports entre les agents.

une analyse par problèmes, qui permet d'aborder également les rapports entre secteurs, par exemple entre le secteur agricole et le secteur industriel. On peut ainsi aborder les problèmes fonciers, les problèmes de la place de l'agriculture dans l'économie, la crise économique, etc.

Objectif n° 2 : permettre aux agriculteurs de mieux raisonner leurs décisions (14).

La formation au raisonnement de la décision réside essentiellement dans un effort d'identification des changements provoqués par la décision. A cet égard le budget partiel est l'outil pédagogique de base et en même temps le cadre de réflexion qui force à identifier et à ordonner ces changements d'abord d'une façon littéraire puis en chiffrant ce qui est chiffrable. Cet outil est en cela proche du raisonnement implicite de l'agriculteur pesant quotidiennement le pour et le contre dans ses décisions. Enfin il permet de mettre en évidence le coût de la décision. Toute décision a non seulement un coût qui se traduit par des dépenses effectives mais a aussi un coût d'opportunité (15). Il est nécessaire, d'un point de vue pédagogique, de distinguer et de séparer nettement la logique du raisonnement économique de la logique comptable car elles ne mettent pas en jeu les mêmes capacités. Le raisonnement économique procède de l'identification des modifications à la fois qualitatives et quantitatives dues à la décision, procède par estimation de flux physiques et monétaires probables, tient compte du risque. La logique comptable classe, ventile selon des règles normalisées et introduit des aspects conventionnels issus des impératifs de la fiscalité. La rigueur comptable n'est pas la rigueur économique.

Quelques voies de réalisation concrète

Mettre les agriculteurs en situation d'analyse collective d'exploitations réelles (détour pédagogique)

– **La visite d'exploitation** (externe ou interne au groupe). Le terme de « visite » est mauvais car l'objectif d'une telle visite est moins de « voir » que de comprendre le système de production de l'agriculteur à travers son histoire, sa situation (ses contraintes) et ses projets. Il s'agit de découvrir les « bonnes raisons » de ses choix. On va voir un **exploitant** membre d'une profession organisée... avant de voir une **exploitation**. Il s'agit également de mettre en évidence les principales interactions sur l'exploitation. Après la visite, les agriculteurs mettent en ordre leurs observations. Cette mise en ordre est suivie d'une restitution à l'agriculteur visité, de l'analyse que le groupe a faite de son exploitation, ce qui amène le plus souvent cet agriculteur à réagir et corriger l'image qu'on lui renvoie de sa propre exploitation. Cette démarche est là pour aider ensuite chaque agriculteur à présenter au groupe l'analyse qu'il fait de son exploitation en terme de projets/situation, ce qui n'est pas toujours facile à mener (difficultés d'expression, refus, timidité, etc.).

– **Etude d'un cas (problèmes de décision ou autre problème)**

Il s'agit de la recherche collective d'une solution à un problème de décision présenté par l'un des membres du groupe. Ce cas donne lieu à des détours plus ou moins longs sur les aspects techniques, économiques, sociaux et juridiques. Ceci peut se traduire par la venue d'intervenants spécialisés mais il est préférable de solliciter le savoir et l'expérience des agriculteurs. Le groupe doit apporter des réponses à des questions telles que : de quelles informations a-t-on besoin ? Où les trouver ? Que peut-on chiffrer ? Comment chiffrer ? La coanimation technicien/économiste est souhaitable mais n'est pas toujours possible. Une question reste posée : dans quelle mesure l'étude d'un problème provoque-t-il le transfert aux situations individuelles de la démarche et des outils qui ont servi à la raisonner collectivement ?

Mettre les agriculteurs en situation de simulation/réflexion (situation de jeu)

La situation de jeu est utile pour l'apprentissage des concepts ; elle met en évidence les interactions significatives, permet la simulation d'événements inattendus et peut jouer le rôle de révélateur des comportements individuels. Mais elle ne provoque pas le même engagement que la confrontation à un cas réel et on ne sait pas bien encore quel type de transfert s'opère du jeu vers les situations de chacun.

Objectif n° 3 : permettre aux agriculteurs de mieux contrôler leur action.

Si on sait peu de choses sur la façon dont les agriculteurs contrôlent leur action, sur les indicateurs qui sont pertinents pour eux, on sait néanmoins que l'exploitation agricole est le lieu non seulement de décisions d'orientations (décisions de production, d'investissement, etc.), mais aussi de décisions à niveaux plus élémentaires : parcelles, animal, troupeau, sans compter celles concernant ses problèmes familiaux. Ces décisions élémentaires ne sont pas moins importantes quant à leur conséquence économique. Elles impliquent, chacune à son niveau, des processus de contrôle qui ne sont probablement pas tous de la même nature (observations visuelles, gestuelles, enregistrements des flux physiques, des flux monétaires, etc.).

La comptabilité est un des instruments de contrôle de l'action comme système de mise en mémoire d'informations chiffrées. Sur un plan pédagogique, il paraît important de bien distinguer d'une part la phase des enregistrements, d'autre part, la phase du traitement des informations qui conduit à la « sortie » des documents de synthèse. Au niveau de l'enregistrement en effet, les informations ne sont pas encore agrégées, et peuvent aider au contrôle des décisions au jour le jour, qui portent le plus souvent sur des flux physiques ou sur la trésorerie.

2. Formation initiale : vers une formation centrée sur une capacité d'analyse et de raisonnement

Si par définition la formation initiale précède la formation permanente, il n'en demeure pas moins que les problèmes rencontrés dans la mise en place de la formation permanente des agriculteurs interrogent la formation initiale. C'est pourquoi nous l'avons envisagée en second lieu.

Compte tenu de l'évolution de l'agriculture, des analyses du métier d'agriculteur et de l'exploitation agricole, des problèmes de la formation permanente, etc., quels doivent être les acquis d'une formation économique initiale s'adressant à des adolescents futurs agriculteurs ?

L'expérimentation pédagogique FoCEA (formation des chefs d'entreprise agricole) qui se déroule actuellement dans une dizaine d'établissements (Lycées Agricoles et Lycées d'enseignement professionnel agricole) cherche entre autres à répondre à ce type de question (16). Nous donnons ci-après les principales orientations pédagogiques de la formation économique dans cette expérimentation.

a) *Priorité au développement chez les élèves d'une capacité d'analyse et de raisonnement économique, par la maîtrise des outils, des concepts et des méthodes de base.*

La formation économique initiale ne peut se réduire à un simple engrangement de connaissances comme les programmes de sciences économiques l'ont prévu jusqu'alors. Elle doit développer, dans la perspective de la préparation à l'exercice réfléchi d'un métier, une capacité d'analyse et de raisonnement économique à propos de réalités auxquelles seront susceptibles d'être confrontés le futur agriculteur et sa famille. Au centre de ces réalités se trouvent les problèmes de l'exploitation agricole ou de son environnement, utilisés comme supports pédagogiques.

Trois capacités ont été ainsi définies :

- une capacité d'analyse des rapports économiques entre l'exploitation et son environnement. Cette capacité suppose l'étude du mode d'insertion économique et sociale de l'agriculture et des agriculteurs, l'étude des mesures de politique agricole et enfin l'étude des modes de mise en marché des produits par l'analyse de filières agro-alimentaires. Pour chacune de ces études, les élèves devront utiliser les concepts économiques de base.

- une capacité de raisonnement économique à propos des décisions les plus courantes de l'agriculteur. Ceci suppose :

- de connaître les principaux outils et concepts économiques de base qui permettent de raisonner les décisions, de connaître leurs limites et leurs domaines d'utilisation,

- de développer chez les élèves une démarche de type expérimental, respectant les étapes suivantes : formulation du problème, analyse de la situation de départ de l'exploitation (prise comme support), émission d'hypothèses de changement, identification des modifications que ces changements entraînent, test par une balance avantage/coût,

- de leur faire découvrir progressivement les principales interactions qui existent sur une exploitation agricole (interactions techniques, interaction famille-exploitation) et les principales contraintes.

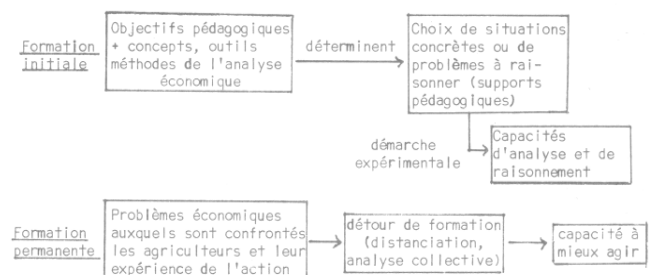
- une capacité à collecter, enregistrer et traiter les informations économiques et technico-économiques.

Ces capacités sont différentes de celles qui ont été définies à propos de la formation permanente, bien qu'elles reposent sur la même analyse du métier d'agriculteur et de l'exploitation agricole : d'une part, les capacités développées en formation initiale visent à préparer les élèves au raisonnement et à l'analyse en vue de l'action alors que les objectifs de la formation permanente visent à permettre à l'agriculteur de mieux agir. D'autre part, l'acquisition de ces capacités s'effectue différemment sur un plan pédagogique (voir ci-dessous).

b) *Une mise en situation des élèves*

L'enjeu de la formation initiale est la maîtrise des principaux concepts, outils et méthodes de l'analyse économique. Mais le terme de capacité signifie que cette maîtrise n'est atteinte que si les élèves sont entraînés à mobiliser ces concepts, outils et méthodes dans des situations concrètes (ou à l'occasion de problèmes à raisonner) et selon une démarche qui fait alterner théorie et réalité, idées et faits (démarche que l'on pourrait qualifier d'expérimentale).

Nous avons là toute la différence entre formation initiale et formation permanente. En formation initiale, le rôle de l'enseignant consiste à choisir un certain nombre de situations concrètes ou de problèmes à résoudre en fonction de leur exemplarité pédagogique, c'est-à-dire en fonction des concepts et des méthodes, qu'il est nécessaire de faire passer auprès des élèves. En formation permanente les problèmes auxquels sont confrontés les agriculteurs sont ce qu'ils sont ; ils ne sont pas choisis et s'imposent aux formateurs comme point de départ du détour de formation qui permettra aux agriculteurs de prendre de la distance par rapport à ceux-ci.



c) Les pistes de recherches en formation initiale

. Alors que la pratique sociale des agriculteurs, leur expérience de l'action et les **représentations économiques** qui en découlent fournissent directement les supports de la formation permanente, il n'en est pas de même de la formation initiale. L'absence de pratique sociale des élèves ne signifie pas bien sûr l'absence de représentations économiques issues de leur vécu familial ou de l'école « parallèle » (télévision, presse...), mais on ne sait pas encore quelle est la nature de ces représentations et comment les utiliser concrètement dans la formation (17).

. Il reste beaucoup à faire dans le choix des situations concrètes appropriées permettant l'accès des élèves à la réalité économique et sociale. En particulier un des outils privilégiés de cet accès à la réalité économique est la presse ou tout document de nature économique. Mais peu de travaux ont été faits sur l'adaptation au niveau des

élèves (BEPA, BTAO, BTS) du niveau de difficulté de lecture d'un document économique.

Les situations concrètes souvent utilisées sont les études de cas (telle ou telle exploitation agricole) et les problèmes de l'environnement socio-économique de l'exploitation. Or dans ces situations, la dimension économique n'est qu'une dimension parmi d'autres également présentes. C'est alors à l'enseignant de faire découvrir à l'élève la dimension économique d'un problème (celle-ci n'est pas toujours apparente) et de collaborer avec les autres disciplines pour lui faire découvrir les liens avec les autres dimensions.

. Enfin il reste à inventer une progression pédagogique dans l'accès des élèves à la réalité économique, qui tienne compte à la fois de la complexité des interactions présentes dans les situations concrètes et de la charge mentale que représente l'assimilation des concepts économiques. On sait encore peu de chose sur les opérations mentales qui sous-tendent cette assimilation.

CONCLUSION

La formation économique des agriculteurs est dans une phase de mutation. Les recherches menées depuis une dizaine d'années sur le comportement économique des agriculteurs, sur l'analyse des exploitations agricoles en terme de systèmes, les recherches pédagogiques récentes, et enfin les perspectives d'évolution future de l'agriculture conduisent à repenser cette formation à la fois dans ses finalités et sa pédagogie : une formation centrée sur les problèmes économiques des agriculteurs, sur leur prise de décision, nous paraît être une voie essentielle pour progresser, pour donner à celle-ci la cohérence interne qui lui manque. Une formation centrée sur des savoirs disciplinaires n'aboutit en effet qu'à un système désarticulé où coexistent sans lien la gestion, l'économie générale, la technique, le juridique, etc. Une formation centrée sur les problèmes de décision intègre d'emblée les interactions entre ces domaines de connaissance. Ceci signifie aussi que si les recherches sur la formation économique des agriculteurs, en tant que domaine spécifique, doivent se poursuivre, il serait en revanche dangereux d'en faire un domaine autonome de formation. La formation économique des agriculteurs n'a de sens que dans sa relation aux autres aspects de la formation des agriculteurs.

On peut en conclusion, formuler un certain nombre de conditions nécessaires à la rénovation de la formation économique des agriculteurs :

- . Il n'y a pas de rénovation possible sans **la formation des formateurs**. Celle-ci devrait s'orienter dans trois directions complémentaires :
 - une meilleure formation économique à trois niveaux : l'économie globale, l'économie du secteur agricole et l'économie de l'exploitation ;
 - l'acquisition d'un **esprit d'expérimentation** en matière pédagogique, c'est-à-dire une capacité à définir des objectifs, à définir des hypothèses pédagogiques et les tester, à élaborer une progression ;
 - l'acquisition d'une plus grande maîtrise des situations de formation : choisir des supports pédagogiques, tenir compte du savoir du groupe en formation, sentir ce qui se passe dans un groupe.
- . Il n'y a pas de rénovation possible sans **une plus grande concertation** entre les diverses parties prenantes de la formation. Des protocoles de formation sont à rechercher entre l'équipe de formation et les diverses instances institutionnelles (administration, profession...).
- . Il n'y a pas de rénovation possible sans une plus grande diversification des offres de formation économique, tenant compte de la diversité économique et sociale des agriculteurs, diversité dans l'espace (selon les régions) et dans le temps (selon les moments de la vie de l'exploitation).

. Il est nécessaire de renforcer la liaison entre la formation économique initiale et la formation économique permanente, à la fois sur un plan institutionnel et sur le plan de la réflexion et de la recherche pédagogique. La formation initiale doit tirer des leçons des difficultés de la formation permanente, cependant que la formation permanente devra de plus en plus tenir compte des acquis scolaires.

. L'élaboration d'une politique de formation économique à moyen terme est nécessaire, faute de quoi celle-ci ne sera qu'une simple politique d'accompagnement dépendante des préoccupations à court terme alors qu'elle doit préparer les nécessaires adaptations des agriculteurs aux nouvelles exigences de l'évolution économique de l'agriculture.

NOTES

(*) Institut National de Recherches et d'applications pédagogiques de Dijon.

(1) GERVAIS M., SERVOLIN C., WEIL M. – Une France sans paysans. Paris, Ed. du Seuil, 1965,
MENDRAS, H. – La fin des paysans. Paris, Sédésis, 1967.
VIRIEU, F.H. de – La fin d'une agriculture. Paris, Calman-Lévy, 1968.

(2) CHOMBART de LAUWE J., POITEVIN J., TIREL J.-C. – Nouvelle gestion des exploitations agricoles. 2^e édition. Paris, Dunod, 1963.

(3) Les décisions au jour le jour ont souvent été dévalorisées, considérées comme subalternes ou secondaires, les seules décisions nobles étant les décisions d'orientation. A cet égard, les plans de développement, les documents synthétiques comptables (bilan, CEG), certains outils de gestion (marges brutes) ont focalisé l'attention sur les décisions d'orientation sans tenir compte des décisions au jour le jour. Il est important de redonner de l'importance à ces décisions en prenant en compte la pratique et l'expérience de l'action des agriculteurs en formation.

(4) Cf. plus loin Jacques BROSSIER.

(5) Cf. les recherches de l'INRAP sur la formation initiale des chefs d'entreprises agricoles (FoCEA).

(6) BROSSIER J., CHAUMONNOT G., MARSHALL E. – Analyse technico-économique des exploitations agricoles et formation des agriculteurs. Bulletin spécial de l'INRAP, n° 37, janvier 1979.

(7) OSTY P.-L. – L'exploitation agricole vue comme un système. BTI, n° 326, 1978.

(8) PETIT M. – Pour une approche globale de l'exploitation agricole. Bulletin INRAP, n° 38, mars 1979.

(9) Les agriculteurs. Clés pour une comparaison sociale. Tome 1. INSEE, 1977 ;
CARLES R., NANQUETTE B. – Les disparités des revenus agricoles. Economie et statistiques, n° 91, juillet-août 1977.
Pays, paysans, paysages dans les Vosges du Sud. Equipe INRA-ENSSAA, 1978.

(10) BOUCHARLAT A. – in « Formation à la gestion dans les stages longue durée. » Contrat GIFER-FAFEA, 1979.

(11) BOUCHARLAT A. – Déjà cité.

(12) BROSSIER J., CHAUMONNOT G., MARSHALL E. – Déjà cité.

(13) Nous avons proposé ces objectifs au groupe de travail sur la formation économique des agriculteurs, réuni de janvier à juin 1979 à l'initiative du FAFEA. Nous avons eu le plaisir de les voir repris dans le rapport final de ce groupe.

(14) Pour de plus amples développements sur cette partie voir : MARSHALL E. – La formation des agriculteurs à la gestion de leur exploitation. Formation à la comptabilité ? Formation au raisonnement économique ? Journées Nationales d'études sur les formations « 200 H » à Saint-Ségal in Bulletin de l'APCA, n° spécial, mai 1979.

(15) Prendre telle décision sur l'exploitation, c'est affecter une partie des facteurs fixes (capital et travail) à la mise en œuvre de cette décision, en abandonnant par là même l'ancienne affectation ou une autre affectation possible de ces facteurs et donc en renonçant aux avantages monétaires ou non monétaires liés à ces autres affectations.

(16) Pour de plus amples informations sur FoCEA voir :
– MARSHALL E. – Qu'est-ce qu'un agriculteur ? Qu'est-ce qu'une exploitation agricole ? Bulletin INRAP, n° 27, septembre 1977.

– LEBLANC E., MARSHALL E. – Construction des hypothèses de travail. Bulletin INRAP, n° 28, décembre 1977.

– Le point sur FoCEA. Bulletin INRAP, n° 32, décembre 1977.

– MARSHALL E. – Analyse de l'exploitation agricole et formation de l'agriculteur. Bulletin INRAP, n° 35, septembre 78.

(17) MAGIMEL M. – Représentations économiques et type d'exploitation agricole : essai d'analyse à partir d'un échantillon de 10 classes de BEPA. Mémoire ENSSAA, 1979.